

<http://ugtg.org/spip.php?article1305>



# Grève du Mardi 26 octobre 2010 en Guadeloupe à l'appel du LKP

- Actualité -



Date de mise en ligne vendredi 22 octobre 2010

Date de parution 26 octobre 2010

---

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

---

L'ensemble des tracts relatifs à la Grève du Mardi 26 octobre 2010 : A l'appel du LKP en Guadeloupe, du K5F en Martinique et de mouvements guyanais.

[APPEL A LA GREVE GENERALE DU LKP : PÈP GWADLOUP DOUBOUT ! PWOFITASYON PÉ KÉ CHOUKÉ AN PÉYI AN NOU ! MAWDI 26 OKTOB 2010 : GRÈV JÉNÉRAL ! ANSAMN ANSAMN AN LA RI LA AVE PEP MAWTINIK É PEP GIYAN !](#)

**PÈP GWADLOUP DOUBOUT !**

**Pwofitasyon pé ké chouké an péyi an nou**

**Mawdi 26 oktòb 2010 : GRÈV JÉNÉRAL !**

**Ansamn ansamn an la ri la avè Pèp Mawtinik é Pèp Giyan !**

Les organisations syndicales, le LKP, en Guadeloupe, le K5F en Martinique, les organisations de Guyane appellent les travailleurs et les peuples de ces dernières colonies de l'Etat français à se mobiliser **menm jou la, an menm tan**, le 26 octobre 2010.

Depuis des mois, l'Etat français, les collectivités, le grand patronat ont entrepris une action de sabotage en règle et une propagande insidieuse pour se venger, piétiner les accords signés en février et mars 2009. Ils entendent ainsi nous démoraliser, nous terroriser par la répression envers les militants syndicalistes notamment et tentent sans succès de faire croire que notre grand mouvement de masse de janvier, février et mars 2009 n'aurait servi à rien !

**26 OKTÒB 2010 : NOU KÉ MONTRÉ YO AN KI JAN TRAVAYÈ É PÈP GWADLOUP KA DÉBOULÉ AN LA RI LA.**

**Oui, nous avons gagné nos principales revendications malgré la contre offensive de la Pwofitasyon. Nous avons obtenu : 200 euros d'augmentation pour les salaires les plus bas, des baisses de prix des produits de première nécessité, le gel des loyers pour un an, la baisse du prix des carburants, des baisses dans le secteur du téléphone et d'Internet, la création et des crédits pour un « Bureau d'Etudes Ouvrières », des diminutions d'impôts locaux, une prime de 100 euros pour 80.000 foyers, des aides pour les personnes âgées et handicapées...**

L'Etat et les collectivités locales ont pris des engagements avec le LKP sur 165 points de la plate forme cosignés le 4 mars 2009 dans les domaines de la culture, de la pêche, de l'agriculture. Maintenant il faut continuer à agir fermement pour que ces engagements soient respectés totalement.

**Oui, nous avons gagné une forte conviction, celle de constituer dorénavant une force, une masse déferlante qui peut faire trembler l'Etat français, ses représentants locaux et le grand patronat.**

**SIGNATI A YO É MAKAKRI SÉ MENM BITEN, RESPEKTÉ GWADLOUPÉYEN !**

La mobilisation constante des travailleurs a permis la mise en oeuvre d'une partie de ces accords. Mais beaucoup de points n'ont pas été respectés par l'Etat et les collectivités : ils refusent de réunir le comité de suivi des accords malgré plusieurs courriers du LKP en ce sens, le plan d'urgence pour l'emploi des jeunes n'a jamais vu le jour, l'accord Bino a été tronqué, le prix de l'eau n'est toujours pas harmonisé, le fonds spécial pour les minimum vieillesse et les adultes handicapés a

été détourné de son objectif premier et distribué sous forme de prime de 100 Euros aux allocataires suivant une politique de **sopoudraj/vèglaj**, les prix des carburants ont connu trois augmentations et.. une baisse ridicule, les crédits du « Bureau d'Etudes Ouvrières » n'ont pas été versés malgré le dépôt du dossier demandé.

### **Les prix repartent à la hausse effrénée. Partout la population est aux abois !**

Les attaques pleuvent contre le niveau de vie de la population : recul de l'âge de la retraite à 62 ans, augmentation du prix de l'électricité,

déremboursements en masse des médicaments, augmentation des impôts sous plusieurs formes.

A cela il faut encore ajouter le chômage des jeunes de 18 à 25

ans, qui dépasse les 59%, les licenciements, la responsabilité écrasante de l'Etat et des capitalistes dans l'empoisonnement de la population au

Chlordécone et l'épidémie de dengue, sans compter les économies criminelles réalisées sur la santé publique et sur l'éducation de nos enfants (fermetures de postes d'enseignants, menace sur l'emploi des enseignants contractuels et vacataires, fermeture de 249 emplois aidés)".

Et pendant ce temps, l'Etat continue d'arroser les **pwofitan**. Ainsi, les compagnies pétrolières, la SARA, Total ont reçu en tout et pour tout 175 millions d'euros pour compenser leurs soi-disant pertes, avec de l'argent public (**lajan a enpo an-nou** !). Le même Total a réalisé des bénéfices nets de 21,8 milliards d'euros en deux ans : De quelles pertes parle-t-on ?

### **TRAVAYÈ ! FO NOU MÈT NOU DOUVAN DOUVAN ADAN LALIT !**

Lors du mouvement de masse de 2009, les travailleurs, les chômeurs, les enseignants, les paysans, les marins pêcheurs et **tout séla ki ka pwan fè anba pwofitasyon** se sont unis, ansanm ansanm, dans la lutte contre la pwofitasyon.

C'est à partir du mouvement de grève général déclenché par les travailleurs que s'est construite l'unité de toutes les couches populaires

victimes des capitalistes exploiters et de l'état colonial ;

C'est la détermination de tous les travailleurs, des autres forces sociales et de notre peuple dans la lutte qui a donné au LKP sa légitimité et son autorité et qui a permis de mettre en avant des perspectives de changement et d'arracher l'accord BINO et les accords du 4 mars en obligeant l'Etat français, le grand patronat, les politiques dirigeant les collectivités locales à négocier.

Aujourd'hui que l'Etat colonial et le grand patronat avec la complicité de certains de nos politiques tentent de réinstaller leur pwofitasyon et de

réprimer le mouvement syndical, c'est autour de travailleurs en grève générale que doit s'organiser la résistance à cette politique et l'offensive de toutes les couches populaires et forces sociales et culturelles, pour non seulement exiger le respect des accords signés et l'arrêt de la répression mais aussi la poursuite des négociations sur la plate forme de revendications du LKP pour de nouvelles perspectives de changements.

**OUI, A L'ALLIANCE NECESSAIRE DES TRAVAILLEURS SALARIES, DES PETITS PRODUCTEURS ET TRAVAILLEURS INDEPENDANTS.**

**GWADLOUP PÉKÉ KONSTWI SAN TRAVAYÈ É SAN PRODIKTÈ**

La mobilisation de 2009 a montré que les petits producteurs paysans, pêcheurs, artisans, petits commerçants, ont bien su choisir leur camp en se plaçant aux côtés des masses laborieuses en lutte. Et eux aussi doivent continuer à lutter. L'alliance des travailleurs salariés et des petits producteurs en lutte doit permettre, par exemple, aux banques d'accorder des crédits accessibles, d'obliger l'Etat à prendre en charge certains frais d'infrastructure, de recherche etc.

En particulier, dans le domaine agricole, les meilleures terres doivent être mises à la disposition des petits paysans ainsi que les moyens matériels pour installer des exploitations viables pour un secteur agricole productif au bénéfice de notre peuple ! Il est inacceptable de poursuivre une politique d'alimentation basée essentiellement sur l'importation de la majorité de nos besoins alimentaires ! C'est un état de dépendance inacceptable qui entraîne aussi le développement de maladies comme l'hypertension, le diabète et l'obésité, surtout chez les jeunes enfants, qui se nourrissent trop souvent de produits industriels raffinés au détriment de fruits et légumes frais et locaux pourtant reconnus bien meilleurs pour la santé.

Cet état de dépendance doit changer ! Et cela passe par la prise en main de l'agriculture du pays par les petits paysans de Guadeloupe !

**SOUTENONS LES TRAVAILLEURS EN LUTTE ET LES CAMARADES VISES PAR LA REPRESSION**

Oui, un grand soutien aux camarades de l'ASFO, de Valkanaers, à ceux de TCSV, aux Contrats aidés. Un grand soutien à tous les travailleurs convoqués **douvan tribinal a yo (Lendo, Naéjus, Gauthiérot, Delphin, ...), la yo vé entewdi nou palé kréyol (an péyi an-nou !!!)**.

Plus nous serons nombreux le 26, plus nous constituerons un rempart solide contre la répression, pour la victoire des luttes en cours !

Alors, travailleurs, femmes à domicile, retraités, chômeurs, jeunes, précaires, petits paysans, producteurs, artisans, petits commerçants, pêcheurs, le 26 octobre, faisons la démonstration de notre détermination à poursuivre la lutte pour mettre fin au règne des profiteurs et exploiteurs et pour affirmer une volonté farouche de mettre fin à la dictature des possédants et de leur Etat.

**Il faut leur signifier que « Yo pé ké fè sa yo vlé an péyi an nou ! »**

**MAINTENANT NOUS DEVONS ALLER PLUS LOIN ET AFFIRMER QUE C'EST NOUS QUI DEVONS DECIDER DANS NOTRE PROPRE PAYS.**

**Participons massivement aux meetings du LKP :**

**Mawdi 12 oktòb : 7èdswa - Lansbètwan**

**Mawdi 19 oktòb : 7èdswa - Moul**

**Vendredi 15 octobre : 7èdswa - Bouyant**

**Vendredi 22 octobre : 7èdswa - Sentan'**

**Lundi 25 octobre : 7èdswa - Lapwent an bik la**

**An nou pwan balan avè LKP pou nou konstwi péyi an-nou :**

**Jédi 21 octobre : an bik la - sonjé 21/10/1801**

**Jédi 28 octobre : Jouné Kréyol avè SPEG**

**Vendredi 22 octobre : Tribinal Bastè : Soutyen a Lendo é Naejus**

**Samdi 30 octobre : An bik la - Jouné Prodiksyon Gwadeloup**

**LE 26 OKTOB :GRÈV JENERAL - RANDÉVOU : 9H00 - AN BIK A LKP**

**"LA GWADLOUP SÉ TAN NOU, YO PÉKÉ FÈ SA YO VLÉ ADAN PÉYI ANNOU"**

LKP, Lapwent, 5 octobre 2010

[APPEL DES ORGANISATIONS SYNDICALES MEMBRES DU LKP : ANSANM ANSANM, ANNOU DOUBOUT KONT TOUT PWOFITASYON !!! CFTD - CFE/CGC - CFTC - CGTG - CTU - FO - FSU - FAEN/SNCL - SPEG - SUD-PTT-GWA - UGTG - UNSA](#)

26 octobre 2010

Pointe-à-Pitre, le 04 octobre 2010

Les 26 février et 4 mars 2009, la mobilisation puissante et exemplaire du peuple guadeloupéen en Liyannaj Kont Pwofitasyon (L.K.P) obligeait l'Etat français et le patronat à signer entre autre des accords sur l'augmentation des bas salaires (200 euros) dit accord BINO la baisse des produits alimentaires et du prix des carburants, ainsi que la mise en place d'un plan d'urgence pour la formation et l'emploi des jeunes.

Aujourd'hui, les pwofitan, le patronat, l'Etat, le Conseil général et Conseil régional renient leur signature. Dans de nombreuses entreprises, l'accord BINO n'est plus appliqué, le prix des produits alimentaires, des carburants, des loyers, de l'eau, de l'électricité ne cessent d'augmenter. Le plan d'urgence pour la formation et l'emploi des jeunes n'a jamais vu le jour.

**NOU PÉ PA ASEPTÉ SA !**

Les maires de Guadeloupe, les collectivités territoriales et les établissements publics continuent à sous payer les agents. Nous ne pouvons accepter que les maires de Guadeloupe refusent d'appliquer la loi sur le régime

indemnitaire.

### **NOU PÉ PA ASEPTÉ SA !**

La crise du système capitaliste et colonial, la course effrénée au maximum de profits par les pwofitan et les abus de positions dominantes hérités du système colonialiste se traduisent dans notre pays par l'augmentation du nombre de travailleurs licenciés, allant grossir les rangs de dizaines de milliers de Guadeloupéens acculés à pointer au chômage, condamnés au versement du R.M.I et vivant des minima sociaux, condamnés à occuper des emplois sous rémunérés et sans couverture sociale ...

### **NOU PÉ PA ASEPTÉ SA !**

60% des jeunes se retrouvent au chômage en quittant le milieu scolaire, sans diplôme, sans formation car le système scolaire dans -notre pays est complètement inapproprié ce qui se traduit par 25% d'illettrés selon les chiffres officiels...

Dans le même temps, des CENTAINES DE contractuels de l'Education Nationale ne sont pas embauchés malgré leur ancienneté.

### **NOU PÉ PA ASEPTÉ SA !**

Travailleurs, jeunes, femmes, retraités, peuple de Guadeloupe mettons-nous DEBOUT pour dire « **NON !** » A ce système capitaliste qui cherche à nous détruire.

### **NOU PÉ KONTINYÉ KONSA !**

Face à la gravité de la situation qui est la même en Martinique et en Guyane, les organisations syndicales des travailleurs de ces trois pays appellent simultanément à une grande mobilisation, le 26 octobre 2010.

### **AN NOU DOUBOUT !!!**

#### **CONTRE :**

- ▶ - L'augmentation constante du prix des carburants, des produits alimentaires, du prix de l'électricité, des loyers et de l'eau ;
- ▶ - La répression anti-syndicale assimilant les responsables syndicaux à des criminels ;
- ▶ - Le démantèlement du système de retraite par répartition ;
- ▶ - Les licenciements massifs et la fermeture d'entreprises ;
- ▶ - Le travail précaire des femmes...

### POUR :

- ▶ - Le respect des accords de Février et Mars 2009 et l'ouverture des négociations sur les autres points du cahier de revendications de janvier 2009 ;
- ▶ - Un système de santé et éducatif adapté à notre réalité . Le droit à l'éducation et aux formations qualifiantes ;
- ▶ - La mise en place immédiate du plan d'urgence pour la formation et l'emploi des jeunes ;
- ▶ - L'augmentation du pouvoir d'achat ;
- ▶ - La mise en place d'un système transparent de fixation des prix du carburant ;
- ▶ - Le relèvement général des minimas sociaux et des retraites ;
- ▶ - Le développement des secteurs productifs (agro-alimentaire) ;
- ▶ - Le droit de vivre et de travailler au pays ;
- ▶ - La reconnaissance pleine et entière du fait syndical guadeloupéen...

Les organisations syndicales appellent l'ensemble des travailleurs, la jeunesse, le peuple guadeloupéen à une puissante mobilisation le 26 octobre 2010 contre toutes les pwofitasyon.

### TOUS EN GREVE

**Ansanm Ansanm Annou DOUBOUT**

**Kont tout pwofitasyon !**

**RASSEMBLEMENT A 9H00**

**PALAIS DE LA MUTUALITE**

**POINTE A PITRE**

**CFDT- CFE/CGC - CFTC- CGTG - CTU - FO - FSU - FAEN/SNCL - SPEG - SUD PTT GWA - UGTG - UNSA**

[APPEL DE L'UGTG AUX TRAVAILLEURS, RETRAITES, CHOMEURS & JEUNES : LE LA RIVE !](#)

Depuis maintenant 7 mois, [les Travailleurs de la TCSV](#) luttent sans relâche **kont on patron malfètè** pour le respect du droit du travail et le paiement de l'intégralité de leurs rémunérations, soit environ 400.000 euros d'arriérés de salaires.

A ce jour, malgré les nombreux délits constatés par l'Inspection du Travail depuis le mois de mars 2010, malgré les condamnations prononcées par le Conseil des Prud'hommes de Basse-Terre en conciliation, malgré les conclusions des Conseillers Rapporteurs auprès du Conseil des Prud'hommes de Basse-Terre sur la réalité des heures supplémentaires réclamées par les salariés, le Conseil Général reste muet sur ce dossier, préférant se cacher derrière « c'est un conflit privé » alors que le transport des personnes relève de la compétence de ce même Conseil Général qui finance la TCSV avec l'argent public, après lui avoir octroyé une délégation de service public.

Aujourd'hui, sans se tromper, on peut dire que la réorganisation des transports initiée par le Conseil Général ressemble plus à une gestion mafieuse d'un service public avec les deniers des Guadeloupéens.

Mais c'est aussi ce même Conseil Général, en charge de la lutte contre **l'aedes aegyptii**, depuis la loi d'août 2004, qui n'a jamais mis en oeuvre une quelconque politique d'information, de prévention et de traitement de la dengue en Guadeloupe.

Wi, nous affirmons que [l'État et le Conseil Général sont directement responsables de la mort et de la contamination des Guadeloupéens](#). Le manège en cours, autour de l'enlèvement des carcasses de voitures et les communiqués publicitaires de l'Agence Régionale de Santé, ont pour but de rendre les Guadeloupéens responsables de leur sort. **Siw trapé la deng, sé fòt aw !**

## MEN, A KI BITEN YO KA SÈVI ?

La question que l'on doit se poser dès lors est toute trouvée : « **Men a ki biten yo ka sèvi ?** »

[Notre champion du communiqué vient de s'acheter la Une Guadeloupe](#) et voudrait nous faire croire qu'il veut en faire une télé pour informer, éduquer et former les Guadeloupéens.

Rien de tout cela car il suffit de lire le dossier pou vwè ki moun ki adan sa : Erlong et Vaïtilingon, entreprises du BTP, fidèles bénéficiaires des appels d'offres de la Région (**siw vlé kontinyé, fow maché èvè mwen**). Autre associé : le groupe Loret à qui la Région a confié la gestion du fameux câble sous marin.

[Dans un récent audit publié sur internet](#), il est fait état de détournements de biens publics, de fautes de gestion, de surfacturation dans la gestion du câble profit du groupe Loret.

Mais ce sont aussi des parents et alliés du Président du Conseil Régional et de son Directeur Général des Services que l'on retrouve en bonne place.

Et pour boucler le cercle des parents et amis, la programmation est confiée à Trace TV dont la spécialité est la diffusion de vidéo clips. En définitive, tout ce qu'il faut pour développer les capacités d'analyse et de réflexion des jeunes de notre pays.

Nous l'aurons compris, il s'agit d'en faire une télé de propagande lurélienne. **Nou vé pa sa !**

Dans le même temps, [l'INSEE nous informe que 25% des Guadeloupéens sont illettrés](#) et que près de 60% des jeunes sont au chômage. Et pourtant, l'éducation ne relève-t-elle pas de la compétence de l'Etat et la formation professionnelle du Conseil Régional ? A moins que nos enfants (**é nou adan osi**) soient des idiots. Le plan d'urgence pour la formation et l'emploi des jeunes signé par l'Etat et les collectivités le 04 mars 2009 n'a jamais vu le jour. **Jénès Gwadeloup, a pa pwoblèm a yo !**

**Wi**, en vérité, il s'agit de faire de nous, Travailleurs et Peuple de Guadeloupe, des mendiants, des assistés, des zombis. C'est ce démons que refusent les travailleurs et singulièrement ceux de la [station Total de Valkanaers à Gourbeyre](#). Ces derniers luttent simplement pour travailler dignement en refusant d'être des mange miettes de Total. En définitive, c'est le site d'implantation de la station qui intéresse le **YO** afin d'y installer le parking du prochain centre commercial Hayot à Gourbeyre.

### **SANS LUTTE PAS DE PROGRES.**

Dans tous les secteurs d'activités, les travailleurs luttent sans relâche ; c'est le cas dans la sécurité privée, [dans le nettoyage](#), à la CCI, dans l'action sociale, dans les collectivités, dans la santé et l'hôtellerie, dans le BTP, l'industrie et le Commerce... ; Et bien entendu, tous ceux qui osent se rebeller contre l'ordre établi, tous ceux qui osent défier la **pwofitasyon** font l'objet d'une répression féroce. **Nou pa pè !**

**Sékonsa**, [Mardi 14 septembre, une jeune militante de l'UGTG a été prise à partie par le président de la Cour d'Appel de Basse-Terre](#). Ce dernier est allé jusqu'à lui interdire de s'exprimer en créole avant de lui dire que de toutes les manières, elle serait condamnée. Dans le même temps, ce sont plusieurs dirigeants de notre Centrale qui sont poursuivis par la justice coloniale française notamment pour avoir refusé de se soumettre aux prélèvements ADN. **Non, Sendikalis pa kriminel !**

### **LE VOILA, LE VRAI VISAGE DE LA PATRIE DES DROITS DE L'HOMME EN GUADELOUPE.**

Licenciements abusifs, non respect de l'accord Bino, remises en cause de l'Accord du 04 mars, [empoisonnement à la chlordécone](#), chômage, corruption, misère, exclusion, pauvreté, violences, non respect du droit syndical, absence de négociation collective, racisme, discrimination, répression, mépris, ..... C'est donc dans ce contexte que l'UGTG appelle les Travailleurs, les retraités, les jeunes, les chômeurs à resserrer les rangs et à se mobiliser **pou baré van a pwofitasyon é kochi bèk a lé pwofitan. Konba la angajé !**

L'UGTG a donc fait le choix de vivre debout, de refuser la soumission, le mépris et l'injustice. Notre engagement et notre détermination les inquiètent **é ka fè yo pè.**

**Nou ka di yo : Nou sé moun kon tout moun** et n'accepterons jamais que les héritiers des esclavagistes, des négriers et leurs valets locaux, que les importateurs-distributeurs, les élus mafieux, patrons véreux et autres mange miettes, tous au service de la **pwofitasyon**, **pran nou pou sèwpiyé a yo**. C'est le sens de notre combat au sein du LKP. **Wi, la Gwadeloup sé tan nou !**

Aussi, l'UGTG appelle l'ensemble des militants et adhérents à soutenir toutes les luttes en cours, à participer massivement à toutes les actions de solidarité et à se préparer à une vaste et ample mobilisation.

L'UGTG invite l'ensemble des militants et adhérents à se réunir en assemblée générale, **an liyannaj a pawòl, an zanmi, an fanmi pou kontinyé nourri lalit pou kalbandé lèspwatasyon kapitalis é kolonyalis é konstwi on dèt Gwadeloup.**



- " Vendredi 01 Octobre : Meeting LKP a Sentwòz (plas trikolò)
- ▶ " Mardi 05 Octobre : Meeting LKP a Bastè (owa lapòs)
- ▶ " Vendredi 08 Octobre : Meeting LKP a Mownalo (douvan lanméri)
- ▶ " Mercredi 13 Octobre : Jouné Nasyonal Solidarité épi Travayè TCSV é Valkanaërs
- ▶ " Lundi 18 Octobre : Procès TCSV Pridòm Bastè a 8tè.
- ▶ " Vendredi 22 Octobre : Procès Lendo - Naejus a Bastè a 8tè.
- ▶ " Mardi 26 Octobre : Mobilizasyon Jénéral Gwadeloup - Matinik - Guyan

**ANNOU KONTINYÉ NOURI LESPWA - PON DISOU PA PED -  
SÉ NOU MENM KA BA VI ANNOU ON SANS -- NOU KÉ GANNYÉ !**

Konsej sendikal UGTG,

Lapwent 22/09/10

### [APPEL DU SPEG A LA MOBLISATION DE L'ENSEMBLE DES PERSONNELS DE L'EDUCATION EN GUADELOUPE](#)

[Le 26 octobre 2010](#), le **LKP en Guadeloupe**, le **K5F en Martinique**, le **Mayouri Kont Pwofitasyon en Guyane** appellent à une grande mobilisation simultanée afin de réclamer l'application des différents accords signés suite aux mouvements de 2009 et de dénoncer le mépris dont ont fait preuve le gouvernement français, le grand patronat et les responsables politiques dans ces trois pays.

**Le SPEG appelle les personnels de l'éducation à participer à ce grand mouvement pour montrer notre détermination à lutter contre toutes formes de pwofitasyon et d'exiger non seulement le respect des accords signés et des engagements pris par l'administration rectorale mais aussi dénoncer la réforme des retraites ainsi que les situations de pwofitasyon exercées dans l'école notamment contre les non titulaires et les contrats aidés.**

Comme dans tous les autres secteurs, les accords signés en Mars 2009 dans l'Education ont été foulés au pied pour la plupart. Loin de tenir leurs engagements, les responsables du rectorat ont pris le parti de mener **une politique dangereuse pour les élèves et les personnels de l'éducation**, rejetant tout dialogue social et remettant en cause toutes les avancées arrachées par la lutte.

**La même politique autoritaire, les mêmes comportements arbitraires** maintes fois dénoncés par les organisations syndicales et les représentants du personnel, ont repris leurs cours au niveau du rectorat de Guadeloupe.

**La politique de rigueur budgétaire féroce de l'Etat français**, relayée avec beaucoup de zèle par l'administration rectorale qui y met sa touche particulière, se fait au détriment de :

- ▶ · l'avenir de nos jeunes diplômés et des non titulaires,
- ▶ · la formation des nouveaux enseignants,
- ▶ · la qualité de l'enseignement dispensé aux jeunes guadeloupéens et des conditions de travail des personnels.

Cette politique est encore une fois, marquée par :

- ▶ · de nombreuses fermetures de classes dans le premier degré,
- ▶ · des suppressions importantes de postes enseignants et administratifs,
- ▶

- l'augmentation des postes à complément de service,
- ▶ · la multiplication des surnombres dans le secondaire, affectés d'office par le ministère dans notre Académie,
- ▶ · la réduction du nombre de postes aux différents concours,
- ▶ · le refus d'affecter les contractuels enseignants en respectant leur droit dans le but de les empêcher d'accéder à un CDI,
- ▶ · l'absence d'une gestion de ces personnels favorisant leur formation et leur ouvrant des perspectives de titularisation,
- ▶ · une gestion catastrophique de l'offre de formation scolaire laissant chaque année plus de 1000 jeunes sans diplôme ou sans possibilité de poursuite d'études.

La situation s'est encore compliquée avec **l'application aveugle dans notre académie d'une série de réformes** qui aggravent les problèmes car elles ne répondent pas aux besoins et enjeux de l'école en Guadeloupe.

Personnel de l'Education, la situation est suffisamment grave pour que nous puissions nous mobiliser. C'est en unissant une nouvelle fois nos voix à celles des autres travailleurs et à l'ensemble du peuple guadeloupéen que nous pourrons barrer la route à toutes les pwofitasyon exercées dans notre pays et dans l'école.

### **MOBILISONS-NOUS !**

#### **POUR DIRE NON :**

- ▶ Aux attaques contre les avancées obtenues par de longues luttes.
- ▶ A la politique arbitraire et autoritaire menée par le rectorat.
- ▶ Aux fermetures de classes et suppressions de postes enseignants et administratifs.
- ▶ A l'absence d'une prise en charge effective et conséquente des élèves en difficulté scolaire.
- ▶ A une gestion désastreuse et irrespectueuse des personnels non titulaires de l'académie de Guadeloupe.
- ▶ A la formation au rabais des nouveaux enseignants.
- ▶ A l'application aveugle des réformes qui mettent en péril l'avenir de nos élèves.

#### **POUR EXIGER :**

- ▶ Le retrait de la réforme Sarkozy des retraites.
- ▶ L'instauration d'un vrai dialogue social dans l'Académie de Guadeloupe.
- ▶ Le respect et l'application des mesures arrêtées dans les protocoles d'accord signés entre l'intersyndicale et l'administration rectorale.
- ▶ L'application des droits des personnels non titulaires et l'élaboration d'un véritable plan d'intégration.
- ▶ Une prise en charge efficace des élèves en difficulté.

### **MARDI 26 OCTOBRE A 9 HEURES**

### **RASSEMBLEMENT DEVANT LE PALAIS DE LA MUTUALITE**

Pointe-à-Pitre le 18 octobre 2010

### **Le Syndicat des Personnels de l'Education en Guadeloupe (SPEG)**

5, Immeuble DILIGENTI Assainissement- BP 489 - 97164 POINTE-à-PITRE cedex

TEL : 0590 91 05 32

FAX : 0590 83 90 42

e-mail : [spieg@wanadoo.fr](mailto:spieg@wanadoo.fr)

**Lire aussi :** [Chronique d'une rentrée scolaire désastreuse](#)

**Site du SPEG :** <http://www.speg-guadeloupe.org/spip/>

### [APPEL DE L'ULTEA AUX TRAVAILLEURS DES CCI ET DE L'AEROPORT POLE CARAÏBES !](#)

**Le 26 octobre 2010** le peuple guadeloupéen et plus singulièrement les travailleurs seront debout pour contrer l'offensive rétrograde de l'état colonial et des **PWOFITAN** que sont, **HAYOT, KOURY, DESPOINTES, LORET, VIVIES, TOTAL** et leurs larbins **ANGEL, LUREL, GILLOT, PENCHARD, THEOBALD**. Cette journée revêt un caractère particulier : les deux autres colonies **MATINIK É GIYAN, KAY FWAPÉ ANSAM ANSAM**

Nous travailleurs de l'aéroport et des **CCI de Pointe-à-Pitre et Basse-Terre** devons nous sentir plus que concernés par cette mobilisation parce que la **PWOFITASYON** est le vécu quotidien des salariés.

### **AN BITASYON A LÉ [KOURY](#) A POL KARAYIB É LA CCI LAPWENT**

Le despotisme aurait atteint son paroxysme avec l'arrivée de cette famille à la tête de cet aéroport et de la **CCI de PAP**.

Les marchés d'appels d'offres sont parait-il truqués ; il semblerait que les **AGOULOU GRAN FAL** ([parents et amis](#)) festoient sur le dos de la bête !

**Pour exemple**, service nettoyage de l'aéroport : la Société INTERPROP, possesseur du marché, dont le patron fait partie de cette confrérie de malfrats a liquidé son entreprise, **avè konplisité a la Direksyon a laéropò**, laissant à la rue les salariés depuis plus d'un an. Un repreneur du même acabit mafieux selon les dires des anciens salariés a repris l'affaire dans les mêmes conditions de prix mais sans les travailleurs.

**Autre exemple :** le Service Personne à Mobilité Réduite. Les sociétés **Aéro Ambulance** et **Euro Services Assistance** ont licencié une partie des salariés après avoir été écarté. Le marché a été confié à une société **zanmi** de la Martinique qui aurait zéro compétence dans le secteur et exercerait uniquement dans le nettoyage industriel !

**Pli mové**, certaines sociétés de l'aéroport fonctionneraient sans agrément préfectoral en toute impunité !

**Dapwé sa moun laéropò ka di**, l'appel d'offres pour la concession des **boutiques Duty Free** en zone transit, a été attribué en un seul lot à un ami, faisant partie de la même confrérie des coquins. Cette décision lourde de conséquences engendrera des licenciements chez les salariés de l'ancien concessionnaire...

Pire encore ! Lors de l'audition du 03 mai 2010 des potentiels candidats de ce marché, [Erick KOURY](#), mis en examen pour malversation du dossier **SNAG AIR GUADELOUPE** impliquant la CCI de Pointe à Pitre, faisait pourtant partie de cette commission...

*Vox populi, vox dei* sur l'aéroport : [Erick KOURY](#) est détenteur de plusieurs sociétés sur l'aéroport avec des vassaux servant de prête-noms.

**Travayè laéropò ka di Man KOURY et BANNELO a li** ont comme ambitions inavouées : faire main basse sur l'aéroport dans le cadre d'une privatisation future. L'aéroport deviendra t-il un KOU...RI's land ?

**Yo Ka Kryé Sa ....MALFÈTÈ**

La coupe est pleine. Il est grand temps que les travailleurs de l'aéroport disent :

**Non à la PWOFITASYON**

**AWA au népotisme lié aux marchés truqués engendrant masse de licenciements**

**NON à l'inertie de la Justice sur le dossier SNAG-AIR GUADELOUPE**

**Oui à la JUSTICE SOCIALE**

**WI pour que la justice puisse être rendue dans le dossier AIR GUADELOUPE où les KOURY et dirigeants de la CCI sont impliqués**

**WI à la restitution des deniers volés de la Collectivité Régionale pour cette même affaire AIR GUADELOUPE... LAJAN ANNOU OSI !**

La liste est longue : c'est pour cette raison que les travailleurs de l'aéroport et des CCI devront se mobiliser en masse le 26 OCTOBRE 2010 pour arrêter la PWOFITASYON et cette hémorragie de népotisme, de clans, et instaurer enfin la Justice Sociale.

**Si Nou VIé Fouté Lé Pwofitan On Kapikèt  
Pou Yo Awété Fè Moun Soufè An Péyi La  
Fo Nou An Grèv le 26 Oktòb**

Lapwent, le 23 octobre 2010

[ULTEA - UGTG](#)